

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Fin-des-mutineries-dans-les-prisons-de-Sao-Paulo-selon-les-autoritees>

Fin des mutineries dans les prisons de Sao Paulo selon les autorités.

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mardi 16 mai 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'offensive du crime organisé contre la police et le système pénitentiaire dans l'État de Sao Paulo, qui a fait 81 morts, dont 39 policiers, s'est achevée lundi soir dans les prisons avec la fin de toutes les mutineries.

Agence France-Presse

Sao Paulo. Le lundi 15 mai 2006

La criminalité organisée avait poursuivi entre dimanche et lundi sa démonstration de force en s'attaquant également à des banques et des bus et non plus seulement aux postes ou voitures de police.

Les autorités ont indiqué dans la soirée avoir maîtrisé toutes les mutineries et libéré 244 otages par la négociation, sans incidents ni victimes.

Ces mutineries coordonnées, qui ont touché depuis vendredi jusqu'à 73 prisons sur 144, s'inscrivaient dans l'offensive lancée par l'organisation criminelle Premier Commando de la Capitale (PCC) contre la police et les autorités pénitentiaires, après le transfèrement de 165 détenus vers une prison de haute sécurité.

Les autorités ont recensé 180 attaques au total contre la police et des objectifs civils depuis vendredi, selon le service de presse du gouvernement de l'État de Sao Paulo. Parmi les morts figurent quatre passants et 38 délinquants présumés, tandis qu'au moins 48 personnes ont été blessées, dont 33 agents des forces de l'ordre. La police a arrêté 91 assaillants présumés.

Pour la première fois, le crime organisé s'est attaqué à des objectifs civils : 56 bus ont été incendiés dans la nuit de dimanche à lundi, tandis que huit agences bancaires ont essuyé des tirs. Plusieurs compagnies ont décidé lundi de suspendre partiellement ou totalement leurs liaisons, laissant des centaines de milliers de personnes sans moyen de transport. Une station de métro a également essuyé des tirs.

Lundi les Paulistes ont quitté en masse leur travail en tout début d'après-midi pour regagner leurs lointaines banlieues, dans un climat d'anxiété alimenté par des rumeurs d'attaques imminentes et de couvre-feu. Les réseaux de téléphonie cellulaire ont été saturés par la multiplication des appels. Le rush a provoqué jusqu'à 200 km d'embouteillages dans cette mégalopole de quelque 20 millions d'habitants.

Peu après 20H00, Sao Paulo semblait en revanche une ville morte avec une circulation réduite au minimum. Dans le quartier bohème de Vila Madalena, les nombreux bars et restaurants ordinairement pris d'assaut par la jeunesse étaient tous fermés et les rues totalement vides.

Quelques attaques se sont produites lundi en plein jour. Une journaliste de l'AFP a vu une voiture de police essayer des coups de feu dans un quartier huppé de Sao Paulo.

L'offensive a été attribuée au PCC, l'une des principales organisations criminelles implantées au coeur des prisons, dont les ramifications s'étendent à l'extérieur des centres de détention.

Le ministre de la Justice Marcio Thomaz Bastos a de nouveau proposé lundi l'aide du gouvernement central à l'État de Sao Paulo lors d'une réunion avec le gouverneur Claudio Lembo. Mais le gouverneur de Sao Paulo a de nouveau rejeté toute intervention fédérale. « La présence de l'armée n'est pas nécessaire, la police de l'État accomplit efficacement sa mission », a assuré M. Lembo.

Fin des mutineries dans les prisons de Sao Paulo selon les autorités.

La police a par ailleurs décidé de demander aux opérateurs de télécommunications d'empêcher les liaisons par téléphone cellulaire depuis les prisons à partir desquelles auraient été coordonnées les attaques.

« Le cellulaire est plus dangereux qu'une arme », a affirmé à la presse le directeur du Département d'enquête sur le crime organisé, le commissaire Godofredo Bittencourt.

La vague d'attaques a suscité des réactions dans la société civile. L'archevêque de Sao Paulo, Mgr Claudio Humes, a exprimé « son rejet total de tant de brutalité criminelle et de la tentative du crime organisé de prendre en otage la société » tandis qu'une cérémonie oecuménique a été célébrée à la mémoire des victimes.

Six centrales syndicales ont par ailleurs rejeté avec véhémence « les actes de sauvagerie et la violence » du crime organisé. « Le problème nous renvoie aux injustices sociales qui pénalisent tant de couches de la population comme le chômage, l'absence d'investissement dans l'éducation et le logement », soulignent-elles.

Le président Lula avait déclaré samedi à Vienne que la vague de violence au Brésil était liée à la faiblesse des investissements passés dans l'éducation et les programmes sociaux.